

Depuis les années 1840, des sociétés écossaises et américaines pratiquaient la pêche à la baleine dans la baie Cumberland<sup>5</sup>. En 1874, deux requêtes sont déposées relativement au statut de cette région, l'une par un Terre-Neuvien, Augustus Harvey, et l'autre par un Américain, William Mintzer (docs 1 et 3). Leurs doléances portent la question à l'attention du ministère des Colonies. Après une courte enquête superficielle, les responsables du ministère des Colonies concluent que la région en question ne faisait pas partie de la Terre de Rupert ni du Territoire du Nord-Ouest, de sorte qu'elle n'a pas été incluse dans le transfert au Canada (doc. 10).

Au moins un politicien britannique, James Lowther, se dit particulièrement préoccupé par « l'aventurier Yankee » Mintzer et le risque que les Américains formulent une revendication s'ils devaient apprendre que les Britanniques n'exercent pas leur souveraineté dans ce territoire, (doc. 4). Comme dans de nombreux épisodes de l'histoire de l'Arctique canadien, cette préoccupation n'était pas fondée et reflétait un manque d'information. La question de la souveraineté dans la baie Cumberland avait été soulevée des années plus tôt par le pêcheur de baleines écossais William Penny, de sorte qu'en 1854, l'ambassadeur britannique à Washington avait expédié une note au secrétaire d'État américain dans laquelle était affirmée la revendication britannique « fondée visant plusieurs groupes d'îles se trouvant au nord du détroit d'Hudson »<sup>6</sup>. Cette action semble avoir été efficace, car les documents internes du gouvernement américain produit des décennies plus tard montrent que les responsables de Washington avaient toujours tenu pour acquis que le Canada détenait des titres à l'égard de l'île de Baffin. Mintzer n'était pas non plus lui-même une quelconque menace : comme le démontre clairement une lettre restée jusqu'à maintenant inconnue qu'il avait adressée au gouvernement canadien (doc. 15), il n'était véritablement intéressé qu'à obtenir un permis pour exploiter des activités économiques.

Au départ, Londres et Ottawa veulent que le Parlement impérial adopte une loi pour dissiper tous les doutes relatifs à l'étendue du territoire transféré en 1870. Les responsables du ministère des Colonies consentent beaucoup d'efforts pour déterminer quelles seraient les frontières créées par toute loi en ce sens. Comme la question ne revêt aucun caractère urgent ou important en particulier, elle chemine lentement. Finalement, deux obstacles au plan original surgissent. Premièrement, les responsables de l'Amirauté relèvent que les États-Unis pouvaient être fondés à présenter une revendication en raison de la découverte de la Terre de Grinnell, le nom que l'on donne à l'époque à la portion centrale de l'île d'Ellesmere (doc. 30). Cela signifie que les Britanniques doivent soit définir la frontière de manière à

<sup>5</sup> La baie Cumberland est située sur la côte est de l'île de Baffin; toutefois, le nom « île de Baffin » n'a commencé à être utilisé que dans les années 1880.

<sup>6</sup> Edmund Hammond to Herman Merivale, 12 April 1854, incluant un exemplaire de la correspondance de John Crampton à Lord Clarendon, 20 March 1854, et une note de l'ambassadeur Crampton à William L. Marcy, non daté, TNA, CO 6/21. Étant donné qu'on croyait à l'époque que l'île de Baffin était composée de plusieurs îles, cette revendication visait la région immédiatement au nord du détroit d'Hudson, et non l'intégralité de l'archipel.